


Politique en économie sociale

Un soutien à l'action citoyenne au cœur de l'économie

Une démarche accélérée

- Mandat accordé par le Secrétariat au développement économique en conformité avec les priorités de la Commission de développement économique
 - Comité de travail sous la co-présidence de Maude Marquis - Bissonnette et André Landry
 - Accompagnement par le Chantier de l'économie sociale (Nancy Neamtan et Charles Gagnon)
 - 18 entrevues réalisées avec des représentant(e)s de 23 entreprises ou organisations (35 personnes)
- 

Introduction

- Les rôles et responsabilités des municipalités se sont accrues au cours des dernières décennies
- La participation citoyenne essentielle pour la vitalité des villes
- L'économie sociale constitue une réponse innovante et entrepreneuriale basée sur l'action citoyenne
- Une tendance mondiale qui trouve écho au niveau national et international (l'OCDE et les Nations Unies)



Définition de l'économie sociale

On entend par «économie sociale», l'ensemble des activités économiques à finalité sociale réalisées dans le cadre des entreprises dont les activités consistent notamment en la vente ou l'échange de biens ou de services et qui sont exploitées conformément aux principes suivants:


- **1°** l'entreprise a pour but de répondre aux besoins de ses membres ou de la collectivité;
- **2°** l'entreprise n'est pas sous le contrôle décisionnel d'un ou de plusieurs organismes publics au sens de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1);
- **3°** les règles applicables à l'entreprise prévoient une gouvernance démocratique par les membres;
- **4°** l'entreprise aspire à une viabilité économique;
- **5°** les règles applicables à l'entreprise interdisent la distribution des surplus générés par ses activités ou prévoient une distribution de ceux-ci aux membres au prorata des opérations effectuées entre chacun d'eux et l'entreprise;

Le contexte

- Une réalité encore méconnue
- Une partie intégrante de l'histoire du Québec et de la région (Desjardins, coopératives agricoles)
- Plus de 11,000 entreprises avec plus de 47,8G\$ de revenus (Institut de la statistique du Québec)
- 77% OBNL, 65% moins de 10 salariés
- Une loi cadre reconnaît l'économie sociale comme une composante essentielle de notre économie



Le contexte: la plus value de l'économie sociale à Gatineau

- Une présence bien ancrée dans la vie quotidienne: Laiterie de l'Outaouais, Fondation forêt Boucher, l'Avant-première, Coopérative d'habitation
 - La présence de ressources d'accompagnement reconnues ici et ailleurs
 - Une contribution à la transition écologique et sociale
 - Une contribution au développement économique de la ville
 - Un levier pour un enrichissement collectif au service de la population
 - Une source d'innovation en milieu urbain
 - Une contribution à la redéfinition des relations entre l'administration publique et les citoyen(n)es
 - Une contribution au renforcement d'un sentiment d'appartenance et d'une citoyenneté active
- 

Objectifs de la politique (1)

- 1. Favoriser l'émergence, la consolidation et le développement d'entreprises collectives dans un ensemble de secteurs d'activités économiques
- 2. Développer, au sein de l'administration municipale, une culture et des pratiques valorisant l'économie sociale comme solution distinctive à des besoins spécifiques
- 3. Contribuer à la réponse aux besoins existants et futurs des citoyens et citoyennes de Gatineau



Objectifs de la politique (2)

- 4. Reconnaître et promouvoir la contribution de l'économie sociale au renforcement de la vitalité économique, sociale et culturelle de Gatineau
- 5. Contribuer à la mise en place de conditions pour faciliter la participation citoyenne dans l'émergence et la consolidation d'initiatives contribuant à la vitalité économique, sociale et culturelle de Gatineau
- 6. Maximiser le potentiel de l'économie sociale comme composante d'une transition écologique et sociale à Gatineau



Orientation 1: Reconnaître et promouvoir la contribution de l'économie sociale au développement de Gatineau

Exemples de moyens

- Mise en œuvre d'une stratégie de promotion de l'économie sociale auprès du grand public et de la jeunesse en collaboration avec le Pôle de l'économie sociale de l'Outaouais
- Établissement d'un programme permanent de sensibilisation et de formation des fonctionnaires municipaux
- Rendre visible la contribution de l'économie sociale dans les communications de la Ville

Orientation 2: Accompagner les entrepreneurs collectifs dans le démarrage, la consolidation et le développement d'entreprises d'économie sociale

Exemples de moyens

- Solliciter la collaboration des acteurs de l'économie sociale dans la mise en place de nouveaux programmes ou mesures afin de tenir compte de la réalité des entreprises collectives
- S'appuyer sur les expertises spécialisées ou les partenaires sectoriels dans le développement d'entreprises collectives tels que les groupes de ressources techniques en habitation, Culture Outaouais, la Table agroalimentaire, le CREDDO et le CILEX



Orientation 3: Favoriser et soutenir la participation citoyenne dans la recherche et la mise en œuvre de solutions innovatrices au service du bien commun

Exemples de moyens

- Constituer une équipe dont le mandat est de déployer l'approche des «communs»
- Agir comme partenaire du laboratoire d'innovation citoyenne de Gatineau (LICG) pour favoriser l'émergence et le déploiement de projets novateurs



Orientation 4: Renforcer le partenariat entre la ville et les entreprises d'économie sociale dans un ensemble de secteurs d'activités économiques

Exemples de moyens


- Maintenir un inventaire par secteur d'activité des partenariats existants avec des entreprises et organisations collectives et établir un processus d'évaluation participative avec les acteurs concernés dans un processus d'amélioration continue
- Établir des lieux d'échanges entre les services municipaux et les acteurs de l'économie sociale afin de co-construire des réponses aux besoins identifiés



Orientation 5: Maximiser l'utilisation des leviers municipaux pour renforcer la contribution de l'économie sociale au développement de Gatineau

5-A : Accroître les achats municipaux auprès des entreprises d'économie sociale et locales

Exemples de moyens

- Ajuster la politique d'approvisionnement afin de favoriser l'achat auprès des entreprises locales et d'économie sociale en intégrant des objectifs de retombées locales (économiques, sociales et environnementales)
 - Participer aux réseaux d'échanges en matière d'achats responsables, notamment avec l'ECPAR (Espace québécois de concertation sur les pratiques d'approvisionnement responsable) et participer au mouvement « L'économie sociale, j'achète »
- 

Orientation 5: Maximiser l'utilisation des leviers municipaux pour renforcer la contribution de l'économie sociale au développement de Gatineau

5- B : Poursuivre et intensifier des investissements directs ou indirects dans des infrastructures collectives telles que l'habitation collective, la culture, les loisirs et l'immobilier commercial

Exemple de moyens

- Soutenir des approches innovantes en réponse à de nouveaux besoins tels que le logement intergénérationnel, le logement coopératif étudiant, des infrastructures culturelles et les fiducies foncières

Orientation 5: Maximiser l'utilisation des leviers municipaux pour renforcer la contribution de l'économie sociale au développement de Gatineau

5-C : Créer des conditions pour un réflexe « économie sociale » au sein de l'appareil municipal

Exemples de moyens

- Identifier un porteur de dossier économie sociale responsable de la mise en œuvre de la politique et du cheminement des dossiers au sein de l'administration municipale
- Participer aux réseaux québécois et internationaux de municipalités impliquées en économie sociale pour favoriser le transfert de connaissances et de bonnes pratiques

Suivi de la politique

- Création d'un comité de travail responsable de l'élaboration d'un premier plan d'action
- Ce comité rassemblera les services municipaux concernés, des membres de commissions concernées, et des partenaires locaux détenant une expertise particulière en économie sociale
- Réflexion et recommandations sur la gouvernance à privilégier pour le suivi du plan d'action

